La politique extérieure des villes en Occident (XIV^e-XVII^e siècles)

Table ronde internationale, Lyon, 27-30 août 2008

Pierre Monnet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/313>

DOI : 10.4000/ifha.313

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 2009

Pagination : 15-25

ISSN : 2190-0078

Référence électronique

Pierre Monnet, « La politique extérieure des villes en Occident (XIV^e-XVII^e siècles) », *Revue de l'IFHA* [En ligne], 1 | 2009, mis en ligne le 07 février 2013, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/313>

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

©IFHA

La politique extérieure des villes en Occident (XIV^e-XVII^e siècles)

Table ronde internationale, Lyon, 27-30 août 2008

Pierre Monnet

NOTE DE L'ÉDITEUR

Rapport établi par Pierre Monnet

- 1 Cette table ronde internationale, cofinancée par la MHFA, l'EPHE et l'EHESS (CRH/ UMR 8558) et co-organisée par Pierre Monnet (EHESS) et Stéphane Péquignot (EPHE), s'est tenue à Lyon dans le cadre de la IX^e Conférence internationale d'Histoire urbaine dont les organisateurs avaient retenu cet atelier parmi les 20 sessions principales de la manifestation scientifique.
- 2 L'idée de réunir plusieurs spécialistes tout ensemble de l'histoire des villes et des pratiques diplomatiques au Moyen Âge et dans la première modernité reposait sur le constat selon lequel plusieurs études récentes menées sur la fin du Moyen Âge et le début de l'époque moderne avaient montré que les grands États ne pouvaient plus être considérés comme les seuls acteurs de la « scène internationale ». D'autres pouvoirs, petits États, principautés, seigneuries, mais aussi les villes, dépêchent en effet des ambassades, mènent une action politique extérieure et participent à ce que l'on peut provisoirement envisager comme une culture diplomatique commune en Occident entre les XIV^e et XVII^e siècles. Cependant, prises dans des configurations politiques et territoriales très variées, les villes ne peuvent pour autant être envisagées comme des acteurs pleinement autonomes dans le jeu des relations et des rapports de force entre entités politiques. Leur action politique semble davantage résulter d'une tension entre la défense de leur identité et des intérêts des groupes de pouvoir urbains d'une part, et la nécessaire prise en compte d'autorités supérieures de l'autre.
- 3 Pour examiner la pertinence de cette hypothèse, les organisateurs avaient choisi de retenir plusieurs champs d'observation complémentaires : la pratique des ambassades

urbaines, l'établissement de réseaux de communication privilégiés avec d'autres ensembles urbains, les efforts de différentes villes, notamment au sein des ligues urbaines quand il en existe (Italie, Empire) pour communiquer et négocier avec les pouvoirs extérieurs, seigneuriaux et « tutélaires ». Dans cette enquête nécessairement collective, une approche comparative et internationale se révèle indispensable. Elle doit permettre notamment de faire porter la discussion sur l'existence éventuelle de caractéristiques communes des politiques extérieures urbaines, de réfléchir à la pertinence d'une typologie des pratiques diplomatiques des villes, de relever les points de convergence et de divergence entre les diplomaties urbaines, princières, royales, impériale et pontificale, ou bien encore de débattre entre chercheurs venus d'horizons géographiques et/ou méthodologiques différents, sans oublier d'échanger sur la nature et l'archivage des sources parvenues à l'historien pour en juger.

- 4 Dans leur introduction, Pierre Monnet (EHESS) et Stéphane Péquignot (EPHE) ont tenté de dégager plusieurs niveaux de réflexion. Tout d'abord celui d'une logistique urbaine de l'action extérieure (moyens matériels, argent, lettres, lieux de rencontre et de négociation), mais aussi celui du personnel auquel les villes recourent pour porter cette action (élites consulaires, professionnels, ambassadeurs, envoyés, messagers...). Cette observation a débouché sur la prise en compte des espaces et des réseaux, des sphères publiques (au sens d'*Öffentlichkeiten* dans et hors la ville) pour aboutir à une enquête devant nécessairement intégrer le niveau langagier et discursif, tant oral qu'écrit (langues savantes ou vernaculaires, types d'écrit, supports de communication, oralité, rhétorique), ce qui pose naturellement la question des sources et des « archives », celles des contemporains comme celles des historiens. Dans ce passage en revue mêlant les approches thématiques, chronologiques et géographiques, de nouveaux champs ont été évoqués : formes, gestes et rituels ; droit et pratiques juridiques (le sauf-conduit par exemple) ; institutionnalité (assemblées, ligues, états) ; motivations et objectifs (concurrence, solidarité, défense, paix).
- 5 Dans ce cadre, Stéphane Péquignot a d'abord situé le questionnement dans le panorama général de l'historiographie de la diplomatie. La place dévolue aux villes, à l'exception notable des cités-États italiennes, y est mineure dans des travaux focalisés essentiellement sur les rapports entre puissances étatiques, sur l'émergence des représentations permanentes en Italie au XVe siècle et où l'analyse de la diplomatie est d'abord liée au développement de la souveraineté étatique. Or, le droit d'ambassade n'est pas alors une prérogative des seuls États. Barcelone dispose ainsi depuis le XIIIe siècle et fait usage jusqu'au XVIIIe siècle du privilège d'envoyer des *ambaixadors* au roi d'Aragon, puis au roi d'Espagne. L'étude de l'action extérieure des villes a en revanche tout à gagner de l'intérêt accru des historiens italiens pour les autres acteurs de la scène internationale (petits États, *condottiere*, etc.). D'autre part, au sein de l'histoire des normes et des pratiques diplomatiques, la fabrique, les usages et la conservation des écrits diplomatiques, mais aussi le statut de la parole et les pratiques de négociation urbaines peuvent être comparés et mis en relation avec les pratiques princières et royales. Discerne-t-on un mouvement similaire aux réflexions générales menées en Occident à partir du XIIIe siècle sur les usages et les dangers de la parole, sa codification par l'écrit, le développement de savoirs pragmatiques pour son usage dans l'action extérieure ? Sur quels arguments se fondent les représentants des villes, existe-t-il des modèles de prise de parole urbaine ? Au moment où la pratique de la négociation, bien que courante, demeure encore difficile à formuler tant elle heurte l'idée centrale de la défense du droit et de la préservation de l'honneur comme moteur

des relations entre puissants et puissances, dans quelle mesure émergent des cultures de la négociation propres aux villes ?

- 6 Pierre Monnet a ensuite envisagé l'autre dimension principale de la session. Partant de la fondation de la ligue du Rhin en 1254, associant villes et princes en Allemagne dans un but de défense de la paix territoriale au cours d'une phase de dépression du pouvoir royal, il a recensé les caractères fondateurs de cette entreprise : l'installation d'une instance contribuant à la paix, l'établissement d'un organe de règlement des conflits, l'érection de la ligue en personnalité morale et juridique, la constitution d'un conseil commun, la création d'une caisse commune, la limitation du contrat dans le temps et la possibilité de son renouvellement, la division spatiale en ensembles régionaux de communication, la solidarité défensive envers l'extérieur. À partir de là, plusieurs interrogations peuvent être formulées, qui lui semblent constituer les axes possibles d'une réflexion commune : la dimension économique était-elle première ou non dans l'établissement d'une politique extérieure urbaine ? Celle-ci résultait-elle de la volonté des corps civiques dans leur ensemble ou émanait-elle seulement des élites dirigeantes ? Les ligues, unions, cercles, assemblées ou actions communes de villes étaient-elles tournées contre ou orientées vers le pouvoir royal ? S'agissait-il autrement dit de renforcer les particularismes urbains ou de les élargir ? S'agissait-il d'un groupement conjoncturel d'intérêts ou bien de la volonté de construire une nouvelle forme politique et juridique ? Enfin et surtout quelle place accorder aujourd'hui à la constitution des ligues urbaines des XIII^e et XIV^e siècles dans une histoire et une culture politiques européennes de longue durée ?
- 7 En dernier lieu, les concepteurs de la rencontre ont posé plusieurs questions : celle de la spécificité urbaine en matière de diplomatie ; celle de l'appréciation de l'action extérieure au regard de l'autonomie ou au contraire de la dépendance d'une ville ; celle enfin de la typologie des cas en Europe. Sur ce dernier point, les organisateurs ont cru bon de distinguer à grands traits deux grands ensembles et deux configurations : d'un côté des politiques urbaines développées au sein de constructions déjà structurées par un pouvoir central fort, dans des paysages centrés sur le roi et la cour (France et Espagne) ; de l'autre des interventions déployées au sein de territoires de moindre intensité étatique ou plutôt à forte tradition de serment et d'union communautaire (Empire, Italie, Flandres, Suisse), sans oublier de faire intervenir des facteurs communs à tous tels que la densité urbaine, le réseau viaire et la puissance démographique et économique des villes selon les régions.
- 8 Dans le cadre ainsi tracé, Maria Asenjo (Universidad Complutense, Madrid) a présenté une communication sur « La participation des villes castillanes à la grande politique du royaume (XV^e siècle) ». Dans la couronne de Castille en effet, la majorité des villes disposant d'un territoire étendu demeurèrent sous la juridiction royale jusqu'en 1369. Avec l'arrivée au pouvoir des Trastamare débuta alors un processus de seigneurialisation qui favorisa la haute noblesse ainsi que les villes du domaine royal. Ces dernières gagnèrent en compétences, en capacité juridictionnelle et en attributions dans la gestion de leurs territoires. Dans le domaine politique aussi, un traitement de faveur fut réservé aux villes, à Burgos et Tolède d'abord, puis, à partir de 1419, aux dix-sept villes représentées aux Cortes. Cette aristocratisation politique faisait aux représentants des villes une place à la cour, les intégrait au Conseil royal et leur permettait de participer activement aux affaires politiques du royaume. Leur but était alors d'obtenir l'*auxilium* et le *consilium* et elles s'efforçaient d'obtenir l'adhésion la plus

large possible aux causes et aux intérêts politiques du monarque. Ce modèle élitiste de participation politique suscita des réactions populaires à partir du règne d'Henri IV (1454-1474), mais les avantages induits par l'identification à la figure du monarque et à ses désirs politiques laissèrent des traces profondes dans la société castillane de la fin du XV^e siècle.

- 9 Laurence Buchholzer-Remy (Université Marc-Bloch Strasbourg II) s'est ensuite intéressée à la politique extérieure comparée des villes impériales et des villes sous domination dans l'Empire du XIV^e au début du XVI^e siècle. En partant des revendications, finalement fructueuses, exprimées en 1529 par la ville de Friedberg pour réclamer un siège dans le collège des villes libres et impériales, elle a examiné la manière dont les villes parvinrent au début du XVI^e siècle à faire entendre des positions communes aux diètes. Mais pour pouvoir accéder à l'antichambre du corps des villes, encore fallait-il avoir une politique extérieure jugée conforme par ses partenaires. À savoir, en premier lieu, une politique extérieure tournée durablement vers les autres villes libres et impériales et, en second lieu, une indépendance de la diplomatie. Or, accéder à un certain niveau d'autonomie à l'égard du seigneur urbain était une chose, mais les contrats de protection signés avec des princes (*Schutzverträge*), qui eurent tendance à se multiplier au XV^e siècle, voire les conditions sociales urbaines (telle une forte présence nobiliaire) étaient aussi à prendre en compte. Pour qui prétend étudier la politique extérieure des villes d'Empire, les mésaventures de Friedberg invitent à un tableau nuancé des conditions d'exercice de la diplomatie et de ses axes. Parmi des villes qui avaient pourtant le même statut politique, les orientations principales de la politique extérieure pouvaient s'avérer variables. Variations quantitatives d'abord, qui laissent apparaître des villes pivots en matière de communication ; variations qualitatives ensuite, où l'on voit des villes impériales tourner en très forte proportion leur politique extérieure vers leurs semblables, tandis que d'autres nouent des liens denses avec la chevalerie locale. L'épisode friedbergeois invite surtout à déconstruire des catégories de pensée toutes faites qui associent, dans le monde germanique, les villes d'Empire à une politique extérieure libérée de toute contrainte, indépendante, développée et prioritairement interurbaine. Du même coup, c'est aussi notre regard sur la politique extérieure des villes sous domination (*Städte der Herrschaft*) qui doit changer. Les villes sous domination, si tant est qu'elles soient parvenues à obtenir une personnalité juridique et des représentants, sont fréquemment associées dans l'historiographie à une politique extérieure atone, binaire, tournée uniquement vers le seigneur urbain. Pourtant, certaines ont une politique extérieure distincte de celle de leur seigneur, dont on trouve par exemple l'expression dans les livres de correspondance des villes impériales. Elles jouent même sur tous les tableaux de la diplomatie ; on les voit inviter directement d'autres délégués urbains à des festivités locales, traiter d'affaires diverses par lettres et souscrire elles-mêmes à des alliances et traités régionaux. À l'appui d'autres exemples pris dans l'espace franconien et la Haute-Rhénanie, il s'est agi pour l'auteur de la communication d'identifier les localités animées d'une action extérieure, d'étudier les marges de manœuvre laissées à l'activité diplomatique des bourgeois, de sérier les motifs et l'ampleur de cette diplomatie discrète.
- 10 Caroline Fargeix (Lyon) a pour sa part envisagé « Les relations d'une ville frontière et de la royauté : Lyon et le roi au XV^e siècle ». L'essentiel des relations entre Lyon et le roi de France au XV^e siècle est en effet marqué par une affirmation : Lyon est une ville frontière. Les Lyonnais le vivent comme une évidence au début du siècle, mais cette

façon de percevoir leur ville est aussi un argument diplomatique de poids pour que le consulat négocie toutes les exigences royales à la baisse et pour obtenir des privilèges commerciaux. Mais cette situation géographique est aussi la raison principale invoquée par le pouvoir royal au milieu du XV^e siècle pour supprimer temporairement les foires de la ville, « responsables » de la dévaluation de la monnaie. A la fin du XV^e, le consulat préfère à cet argument, à la fois un peu spécieux et finalement risqué, des récriminations, des plaintes ou des flatteries plus variées et donc plus efficaces. Le pouvoir urbain prend alors conscience que l'art de la diplomatie est d'abord celui de la rhétorique.

- 11 Michael Jucker (Université de Lucerne) a décalé le regard en observant la manière dont, dans certaines villes de l'espace suisse, des intérêts privés pouvaient se muer en intérêts publics rebaptisés de politique extérieure. Le truchement de l'enquête a résidé dans le décryptage des stratégies du secret qui entourent bien souvent les opérations de guerre et de diplomatie, secret qui permet aux intérêts de personnes particulières ou d'un groupe restreint de personnes de s'immiscer dans la définition de la bonne politique extérieure pour la ville. La constatation repose en particulier sur la reconnaissance d'un certain nombre de familles, proches ou membres du Conseil, dont l'assise économique et le savoir-faire politique leur permettent de maîtriser cette compétence spécifique qu'est devenue la diplomatie urbaine.
- 12 Élodie Lecuppre-Desjardin (Université Charles-de-Gaulle Lille III), dans une communication intitulée « Regarder par-delà la muraille : la conscience politique urbaine dans les anciens Pays-Bas bourguignons à l'épreuve de la politique extérieure », a pris pour base de son enquête les villes des anciens Pays-Bas bourguignons, dont le chapelet s'étend de la Frise à l'Artois, en passant par des territoires appartenant aux ensembles les plus densément peuplés et urbanisés d'Europe occidentale. Elle observe tout d'abord qu'elles ont tissé entre elles un réseau communicationnel assez bien étudié par les historiens spécialistes de cette période et de cette aire géographique. Ainsi, les comptes de messageries présents dans les feuillets des registres de toutes les villes de Flandre, de Hainaut ou de Brabant, pour ne citer que quelques exemples, ont permis d'apporter force détails aux caractères « logistiques » de cette circulation des courriers, dont la teneur reste malheureusement difficilement saisissable la plupart du temps. Ainsi, en marge des riches enseignements portant sur les missives, leur fréquence, leur organisation et leurs destinations, un grand nombre de questions demeurent, parmi lesquelles celles qui regardent la diplomatie urbaine. La question principale qui se pose alors, poursuit-elle, est de savoir si ces villes toujours prêtes à prendre les armes contre leur seigneur et présentées encore très fréquemment dans l'historiographie actuelle comme de véritables cités-États en attente de reconnaissance ont ou non réellement poursuivi ce rêve d'autonomie. Pour y répondre, elle en a appelé à regarder de très près la politique extérieure urbaine dans cet espace, en observant à la loupe le ballet des délégations urbaines et leur cortège de revendications trahissant des réflexes politiques plus proches du monde féodal que des institutions de l'État moderne.
- 13 Xavier Nadrigny (Paris) a fait porter sa réflexion sur « la politique extérieure de la municipalité toulousaine à la fin du Moyen Âge : une diplomatie urbaine polarisée par la royauté ». Dans une perspective comparatiste nourrie par les travaux menés actuellement outre-Rhin, la question se pose selon lui d'une possible intercommunalité dans l'espace français, où les communications urbaines sont façonnées par la guerre de

Cent Ans et par une dépendance étroite des villes envers la Couronne. Dans ce contexte, s'est-il demandé, est-il possible pour les villes de France de penser et de mener activement une politique extérieure hors de la sphère royale, en particulier avec les autres villes ? Pour y répondre, il s'est attaché à détailler l'exemple de Toulouse, « bonne ville » que le statut prédispose au rôle de nœud majeur des communications, à partir d'une enquête nourrie de l'étude des comptes, des registres de délibérations et des inventaires d'archives réalisés à la fin du Moyen Âge. La première approche envisage la politique archivistique de la municipalité. Les Archives sont en effet le reflet de la gestion et de la représentation de la communication urbaine. Or, dans le dépôt d'Archives de la fin du Moyen Âge (plutôt le Trésor des Archives, pour employer une expression plus médiévale), certains documents sont largement prédominants par leur nombre et la place qu'ils occupent dans les inventaires : les privilèges royaux dont la ville a besoin pour la défense de ses intérêts et qui sont conservés sous forme d'originaux ou de copies dans des cartulaires. À l'extrême fin du XVe siècle, lorsque l'intérêt pour l'histoire urbaine s'ajoute à ces préoccupations juridiques, les inventaires accordent quelques lignes à d'autres documents, comme les lettres missives envoyées par des princes ou des pièces comptables considérées souvent « de petite valeur ». En revanche, il n'est jamais fait allusion à des lettres échangées avec les villes, qu'elles soient reçues ou envoyées par Toulouse. En outre, aucun original ou copie n'est conservé de ces dernières et nul indice n'atteste l'existence de livres de lettres, ou de livres de messagers comme il en existe outre-Rhin. Les Archives médiévales sont ainsi fortement polarisées par la royauté et ne laissent aucune place à l'intercommunalité. La même conclusion se dégage, selon lui, de l'étude des porteurs de l'information, les messagers et les ambassadeurs. Les comptes urbains permettent de suivre assez bien la gestion de la communication assurée par ces agents, et surtout, les dépenses qui leur sont affectées. En effet, la ville consacre l'essentiel des dépenses de communication à des messages adressés au roi ou à ses officiers. Ce poids de la royauté s'explique par le calcul des frais de voyage qui prend en compte le nombre de jours passés en mission et en conséquence la distance parcourue. Il est donc logique que les messages au roi, qui réside souvent dans le Nord de la France, coûtent plus cher que ceux adressés aux villes de Languedoc. Mais cette explication ne peut rendre compte de la place prise par le roi par rapport à des autorités localisées aussi loin ou presque aussi loin de la ville, comme le pape d'Avignon. De même, elle ne permet pas d'expliquer le faible poids des villes languedociennes par rapport à celui des officiers royaux installés dans le même espace, en premier lieu ceux qui sont chargés, en l'absence du roi, de présider la réunion des États. Au-delà des modes de calcul des rétributions, c'est donc bien la géographie d'une communication urbaine tournée vers la royauté que mettent en évidence les comptabilités toulousaines. Tout se passe comme si, dans les relations interurbaines, Toulouse se comportait comme un relais du pouvoir royal qui refuse de traiter les autres villes d'égal à égal mais s'adresse aux subordonnées d'une « bonne ville » toulousaine elle-même soumise au roi. Aux yeux des officiers royaux et des autres villes, la communication toulousaine participe d'une sphère royale qui, plus que la révolte ou la soumission passive, suscite autour d'elle la concurrence et l'émulation.

- 14 Pour finir, Christian Windler (Université de Berne) a présenté une intervention intitulée « Cités libres et républiques urbaines en marge de la Monarchie hispanique : Besançon dans ses relations avec l'empereur, le roi de Castille et les cantons suisses ». Aux XVIe et XVIIe siècles, sur les marges des grandes monarchies composées, certaines cités libres ou républiques urbaines, tout en étant soumises à des tentatives

d'appropriation de la part des pouvoirs monarchiques voisins, conservaient, dans une plus ou moins grande mesure, la possibilité de mener leurs propres politiques extérieures. Jusqu'à son échange avec Frankenthal et l'intégration formelle dans la monarchie hispanique dans les années 1650, c'était aussi le cas de Besançon. Au XVI^e siècle, cette cité impériale misait sur les rapports avec les cantons suisses de Berne, Soleure et Fribourg, qui prenaient à deux reprises la forme d'une « combourgeoisie », pour répondre aux pressions de l'empereur et du roi de Castille en tant que comte de Bourgogne, de même qu'à celles de l'archevêque ancien seigneur de la ville. La communication, centrée sur Besançon, a étudié de façon plus générale les rapports entre la Monarchie hispanique et des cités voisines qui, sans être soumises formellement au roi de Castille, entretenaient des liens étroits, notamment de type clientélaire, avec la Monarchie catholique. Le cas de Besançon fut alors comparé avec des villes italiennes comme Gênes et Lucques, les cantons catholiques suisses, alliés à Philippe II en tant que duc de Milan, ou Cambrai. Au-delà des aspects institutionnels de ces rapports, il s'est agi pour l'auteur d'étudier les réseaux de relations personnelles qui, sous Philippe II et ses successeurs, tendaient à intégrer ces villes dans un « système espagnol ».

- 15 En conclusion, les organisateurs ont cru rencontrer dans toutes les communications une interrogation commune portant sur les gouvernements urbains et leurs structures, mais aussi sur leur personnel et leurs réseaux de correspondants et d'acteurs, sur leur production écrite, sur leurs pratiques du pouvoir, sur leur mode de communication, sur leur discours dominant, sur leur symbolique tournée vers le dehors (sceaux, armes, costumes, couleurs...), sur leurs objectifs affichés ou secrets, sans oublier le droit (le sauf-conduit, l'immunité, les privilèges, les dispositions de paix, les droits de faide) en matière de politique et de diplomatie extérieures. Ce faisceau de problèmes a été, leur a-t-il semblé, soumis à la variation des échelles spatiales et temporelles (entre le conjoncturel de la guerre et le structurel des assemblées représentatives) mais aussi à la variété des situations politiques et administratives des régions urbaines (entre villes libres et autonomes de leur action extérieure face au roi, au prince, au seigneur, ou villes plus dépendantes, sans oublier les effets de dominations interurbaines). Une question centrale a émergé parallèlement des communications, celle de savoir si les pratiques développées en matière de politique extérieure étaient proprement et originalement urbaines (solidarité, serment, confiance et réciprocité, en un mot l'association volontaire que Thomas d'Aquin appelle le *foedus amicitiae* entre les hommes), et pouvaient donc à ce titre participer d'une autre formation de l'État moderne fondée sur le contrat ; ou bien si elles avaient été simplement importées et adaptées d'une construction étatique qui leur était largement étrangère et se concevait seulement en termes de domination et de sujétion. Cette interrogation, corrélativement, permet de se demander si la politique extérieure des villes, avant la modernité classique, contribue ou non à faire entrer celles-ci, un peu plus précocement, dans une *Öffentlichkeit*, dans un espace public structuré par la communication et l'information véhiculant une opinion et un honneur du bien commun à visée tant interne qu'externe. Finalement, dans quel sens s'effectue le transfert du savoir et des pratiques d'une politique extérieure : de la ville vers la cour ou de la cour vers la ville ? La ville était-elle simplement sujette d'un théâtre d'action qui lui échappait ou bien était-elle aussi un sujet agissant parmi d'autres au sein d'un jeu politique complexe ? Fait urbain et culture urbaines étaient-ils compatibles avec une pratique de la diplomatie ou, en d'autres termes, la « constitution » urbaine fondée

sur le serment et le partage de droits et de privilèges entre citoyens était-elle compatible avec une hiérarchisation du pouvoir et des fonctions entraînée par l'augmentation des responsabilités et de l'autorité, y compris sur le plan extérieur ? De la réponse à ces questions dépend en partie l'appréciation de la contribution de la cité médiévale et pré-moderne au franchissement d'un seuil étatique, soit par la sujétion, soit par la coopération, c'est-à-dire d'une étape qui va de la féodalité tardive au progressif monopole public de l'État, y compris et avant tout en matière extérieure.